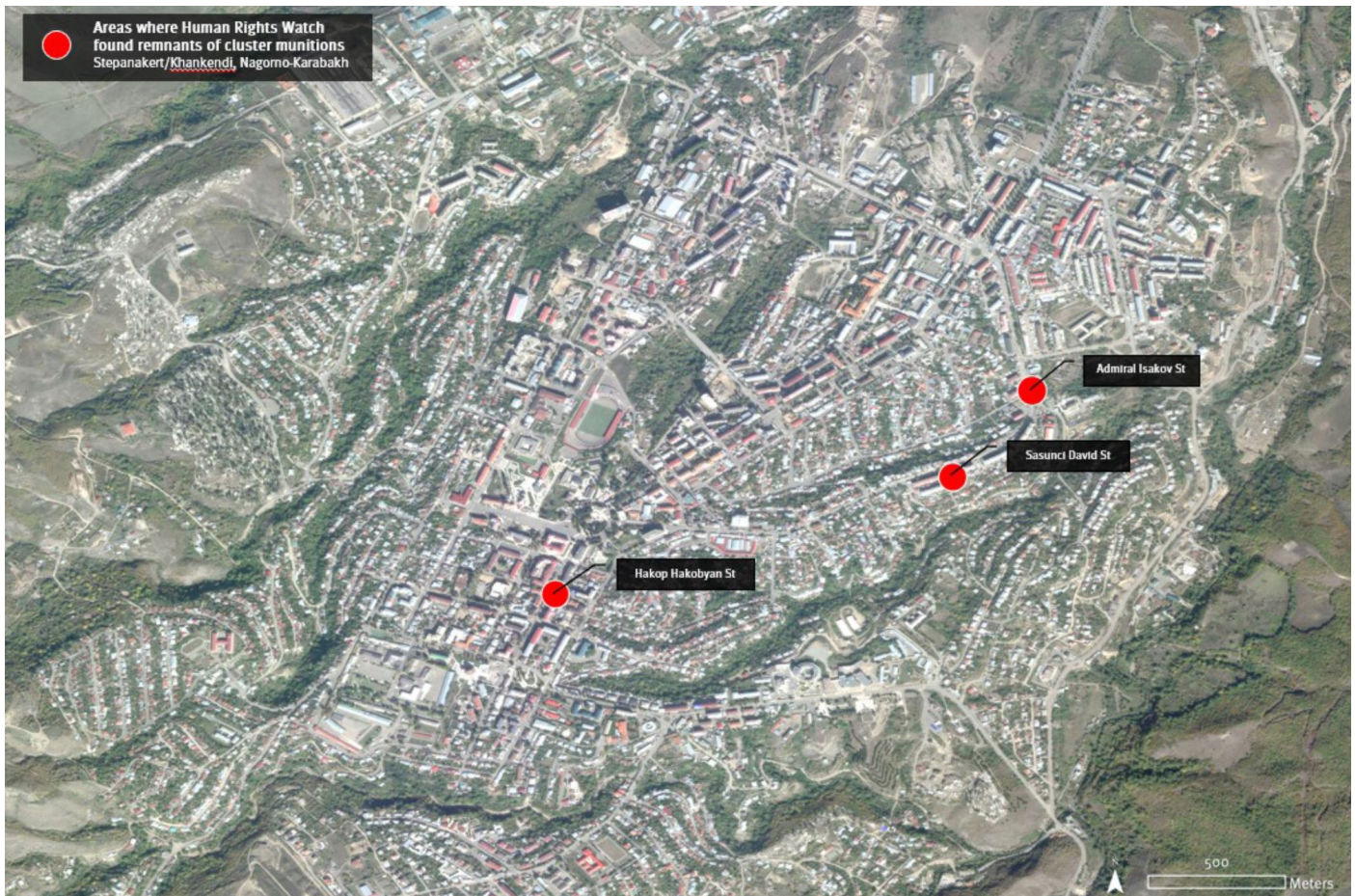


# Human Right Watch dénonce l'usage de bombe à sous-munition contre le Haut Karabagh



Traduction du rapport de Human Rights Watch publié le 23 octobre dénonçant l'utilisation par l'Azerbaïdjan de bombes à fragmentation contre des cibles civiles au Nagorno-Karabagh.

"L'Azerbaïdjan a utilisé à plusieurs reprises des armes à sous-munitions largement interdites dans des zones résidentielles du Haut-Karabakh, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. Au cours d'une enquête sur place au Haut-Karabakh en octobre 2020, Human Rights Watch a documenté quatre incidents dans lesquels l'Azerbaïdjan a utilisé des armes à sous-munitions.

Les combats entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie et les autorités de facto du Haut-Karabakh se sont dramatiquement intensifiés le 27 septembre 2020. Deux cessez-le-feu humanitaires négociés par les membres du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe n'ont pas permis d'arrêter les combats. Selon les autorités de toutes les parties, des dizaines de civils ont été tués ou blessés lors d'attaques en Arménie, au Haut-Karabakh et en Azerbaïdjan.

« L'utilisation continue des armes à sous-munitions - en particulier dans les zones peuplées - montre un mépris flagrant pour la sécurité des civils », a déclaré Stephen Goose, directeur de la division des armes à Human Rights Watch et président de la Cluster Muniton Coalition.

« Les armes à sous-munitions ne devraient jamais être utilisées par quiconque, quelles que soient les circonstances, et encore moins dans les villes, en raison des dommages prévisibles et inacceptables qu'elles causent aux civils ».

Dans le conflit du Haut-Karabakh, Human Rights Watch enquête pour savoir si toutes les parties au conflit adhèrent au droit international humanitaire, qui exige que les forces armées fassent la distinction entre les combattants et les civils, et entre les cibles militaires et les cibles civiles, à tout moment. En tant que tel, les attaques sans discrimination sont interdites, y compris les attaques utilisant une méthode ou un moyen de combat qui ne peut être dirigé contre une cible militaire légitime spécifique. Human Rights Watch a demandé à plusieurs reprises au gouvernement azerbaïdjanais de lui accorder l'accès à des enquêtes sur place, mais cet accès n'a pas encore été accordé.

Human Rights Watch a examiné les restes de roquettes, les impacts et les restes de sous-munitions qui ont explosé, ainsi que des sous-munitions non explosées qui n'ont pas fonctionné à plusieurs endroits à Stepanakert, le centre administratif du Haut-Karabakh, qui est appelé Khankendi en Azerbaïdjan. Human Rights Watch a également examiné des photographies prises dans la ville de Hadrut d'une fusée, d'impacts et de restes de sous-munitions qui ont explosé, ainsi que d'une sous-munition qui n'a pas explosé. Human Rights Watch s'est également entretenu avec six personnes qui ont été témoins des attaques. Les responsables azerbaïdjanais ont accusé la partie arménienne d'avoir utilisé des armes à sous-munitions dans ce conflit, mais Human Rights Watch n'a pas vérifié ces affirmations de manière indépendante.

Les habitants de Stepanakert ont déclaré à Human Rights Watch que les attaques utilisant des armes à sous-munitions ont commencé le matin du 27 septembre dans une zone résidentielle située à moins de 200 mètres du bureau du Comité international de la Croix-Rouge.

Une femme de 69 ans qui se trouvait dans son appartement au quatrième étage d'un immeuble à côté duquel Human Rights Watch a observé les impacts caractéristiques des sous-munitions M095 a déclaré que l'immeuble a commencé à trembler vers 7h15 : « Les enfants ont commencé à crier et tout le monde paniquait quand les bombes ont commencé à tomber. Nous avons ouvert les fenêtres et nous avons vu que les voitures brûlaient. Nous avons vu qu'il y avait de petits objets roses qui les faisaient brûler, alors nous avons couru au sous-sol ».

Elle a dit qu'un certain nombre de sous-munitions n'avaient pas explosé et que les gens du quartier les avaient recouvertes de sable provenant de l'aire de jeux des enfants jusqu'à ce que les secours viennent le lendemain pour les sécuriser et les enlever. Elle a ajouté que les éclats de verre causés par les explosions ont blessé un certain nombre de personnes dans le quartier. Un autre résident a déclaré à Human Rights Watch que des dizaines de véhicules avaient été endommagés.

Le 12 octobre, Human Rights Watch a visité le site et, en plus des impacts distinctifs des sous-munitions, Human Rights Watch a observé plusieurs véhicules endommagés et brûlés ainsi que de nombreuses vitres brisées dans les appartements voisins et dans un magasin

situé dans la cour. Cependant, les dommages exacts causés par les sous-munitions à la zone sont inconnus car une autre attaque ultérieure a été menée avec une munition différente à peu près au même endroit.

Au moins une autre fusée à sous-munitions LAR-160 a été tirée non loin de là, à plusieurs centaines de mètres. Human Rights Watch a observé les restes d'une fusée LAR-160, des dizaines d'impacts distinctifs des sous-munitions M095, les restes des rubans de stabilisation de couleur rose et des fragments de sous-munitions. De nombreux bâtiments, entreprises privées et marchés ont subi des dommages plus ou moins importants lors de l'attaque. Human Rights Watch s'est entretenu avec un membre d'une ONG qui a observé un incendie dans un magasin suite à une attaque dans ce second quartier lorsqu'il s'est rendu sur le site vers 23h20 le 3 octobre. Human Rights Watch a également examiné une photographie prise par ce témoin qui, selon les métadonnées de la photographie, a été prise le 3 octobre à 23h20. Un magasin contenant des toilettes, du carrelage et d'autres articles ménagers brûle à Stepanakert dans la nuit du 3 octobre 2020 après le bombardement de la ville. 2020 Union des citoyens informés.

Une vidéo mise en ligne sur la chaîne Telegram « Republic of Artsakh » le 4 octobre, a capturé une autre attaque à la roquette à sous-munitions dans la rue Hakob Hakobyan à Stepanakert. Human Rights Watch a parlé à deux personnes qui vivent dans la rue Hakob Hakobyan et ont été témoins de l'attaque. Une résidente de 55 ans a déclaré qu'elle se trouvait dans son appartement du quatrième étage pendant l'attaque. Elle a déclaré que certaines des explosions se sont produites sur le toit et ont rompu les conduites d'eau en haut du bâtiment, provoquant un écoulement de l'eau des étages supérieurs. En conséquence, l'eau a été coupée dans le bâtiment.

Les services de secours ont pu enlever les sous-munitions du haut du bâtiment après plusieurs jours et l'accès à l'eau a été rétabli, mais il n'y a plus d'électricité dans le bâtiment depuis l'attaque. Un individu connaissant bien le réseau électrique a déclaré à Human Rights Watch qu'ils travaillaient à rétablir l'électricité dans la région mais qu'ils ne pouvaient pour l'instant fournir de l'électricité qu'aux sous-sols et aux abris.

Dommages causés à un véhicule privé près de Karabakh Telecom par une sous-munition M095 à double usage de fabrication israélienne qui produit un jet de métal fondu destiné à détruire des véhicules et du matériel. 2020 Human Rights Watch Human Rights Watch n'a pu identifier aucun équipement ou base militaire dans les trois quartiers où les attaques ont eu lieu. Même s'il y en avait eu, étant donné les effets indiscriminés des armes à sous-munitions, leur utilisation dans un cadre civil résidentiel n'est pas autorisée par les lois de la guerre.

Des ouvriers tentent de réparer les lignes électriques endommagées à Stepanakert, près de l'immeuble de Karabakh Telecom qui est entouré d'immeubles résidentiels. 2020 Human Rights Watch

Human Rights Watch a également examiné 35 photographies et une vidéo partagée directement avec Human Rights Watch de la ville de Hadrut d'une fusée LAR-160 et de sa

mèche, des impacts et des restes de sous-munitions M095 qui ont explosé, et de sous-munitions qui n'ont pas explosé dans et autour d'une maison. Selon les métadonnées des médias, ils ont été enregistrés le 3 octobre. Human Rights Watch a vérifié l'emplacement de la vidéo et des photographies telles qu'elles ont été prises dans la ville de Hadrut. Le 4 octobre, une vidéo a été mise en ligne sur YouTube par le service arménien de Radio Free Europe/Radio Liberty, montrant la même maison et les vestiges qui s'y trouvent.

Les armes à sous-munitions ont été interdites en raison de leur effet aveugle généralisé et du danger durable qu'elles représentent pour les civils. Les armes à sous-munitions explosent généralement en l'air et envoient des dizaines, voire des centaines, de petites bombes sur une zone de la taille d'un terrain de football. Souvent, les sous-munitions n'explosent pas lors de l'impact initial, laissant des balles qui agissent comme des mines terrestres.

La Convention sur les armes à sous-munitions de 2008 interdit complètement les armes à sous-munitions et exige leur élimination ainsi que l'assistance aux victimes. L'Arménie et l'Azerbaïdjan ne font pas partie des 110 États parties à la convention. Tous deux déclarent qu'ils ne peuvent pas adhérer au traité tant que le conflit du Haut-Karabakh n'est pas résolu. Tous deux devraient prendre les mesures nécessaires pour adhérer à la Convention sur les armes à sous-munitions sans délai, a déclaré Human Rights Watch.

Indépendamment des obligations spécifiques du traité, toutes les parties au conflit sont liées par la Convention de Genève sur les armes à sous-munitions."

par [Benjamin Daniel](#) le vendredi 23 octobre 2020

© armenews.com 2020